

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 50

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

UN MILLION DE MANIFESTANTS CONTRE LE CPE.

La journée d'action contre le Contrat Première Embauche a mobilisé un million de participants dans deux cents villes de France, tandis que les sondages soulignent l'impopularité croissante de ce contrat précaire et de son inspirateur... Pour faire reculer Villepin, le combat unitaire doit se poursuivre et s'intensifier. Un exemple à faire connaître et à imiter: le Conseil Municipal de la ville d'Othis (Seine-et-Marne), dont le Maire et Conseiller régional, Alain Romandel, appartient à la Gauche Républicaine, a adopté une motion exigeant le retrait pur et simple du CPE.

LES FRANÇAIS VEULENT LE MAINTIEN DES EFFECTIFS DE FONCTIONNAIRES.

Un récent sondage de l'IFOP révèle que 51% des Français souhaitent le remplacement de tous les fonctionnaires qui partent à la retraite, et ce malgré la campagne contraire menée par les libéraux et relayée dans les principaux médias. 90% des personnes interrogées déplorent que le nombre de fonctionnaires dans les hôpitaux publics soit très insuffisant.

LA GAUCHE APRES LE SOM-MET DU 8 FEVRIER.

Deux nouvelles rencontres des dix formations qui ont participé au sommet de la Mutualité ont eu lieu le 1er et 8 mars. Dans un communiqué commun, elles annoncent l'organisation conjointe de débats publics au cours du second semestre 2006. La Gauche Républicaine était représentée à ces rencontres par André Deluchat et Pierre Mascomère, membres du secrétariat national. Nous revenons en détail sur les décisions adoptées par les Dix dans le prochain numéro de Combat Républicain.

EDITO: LA GAUCHE REPUBLICAINE DEMANDE A JACQUES CHIRAC DE FAIRE RESPECTER LA LAÏCITE.

S'élevant contre l'offensive de l'enseignement catholique et du ministre de Robien, visant à faire financer par des communes des écoles privées situées dans des villes voisines, Pierre Carassus, Secrétaire général de la Gauche Républicaine, écrit à Jacques Chirac pour lui demander de faire respecter la laïcité. Il invite tous les élus à en faire autant.

Monsieur le Président de la République,

Les élus de la Gauche Républicaine m'ont mandaté, lors de leur dernière assemblée générale qui s'est tenue le 4 mars, pour que je vous fasse part de notre opposition à la grave atteinte au service public d'enseignement et à la laïcité qui découle de la lecture des lois du 13 août 2004 et du 23 avril 2005 faite par le Secrétariat général de l'enseignement catholique (SGEC) ainsi que par certains représentants de l'Etat.

L'article L 212-8 du Code de l'éducation stipule que « lorsque les écoles maternelles, les classes enfantines ou les écoles élémentaires publiques d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence ». Mais ce même article établit, en son alinéa 4, que « les dispositions prévues par les alinéas précédents ne s'appliquent pas à la commune de résidence si la capacité d'accueil de ses établissements scolaires permet la scolarisation des enfants concernés ». Un décret en Conseil d'Etat restreint la portée de l'alinéa 4, pour faire obligation à une commune de participer financièrement à la scolarisation d'enfants résidant sur son territoire mais inscrits dans un établissement d'une autre commune, tout en précisant strictement les raisons qui motivent ces dérogations (médicales, familiales, activités professionnelles des parents).

Or dans une note en date du 18 janvier 2006, le Secrétariat général de l'enseignement catholique propose une interprétation à tout le moins abusive de la loi, puisqu'il estime que les communes de résidence seraient désormais contraintes de verser systématiquement une contribution aux établissements privés, sans pouvoir bénéficier de l'exception liée à leur propre capacité d'accueil. Autrement dit, une commune où n'existerait pas d'établissement privé, se verrait dans l'obligation de financer les écoles privées des communes voisines ! Cette dérogation au droit, si elle était acceptée, battrait en brèche le principe de laïcité qui est l'un des fondements de notre République.

Pour justifier sa demande de versement de fonds publics, le SGEC s'appuie sur l'article 89 de la loi du 13 août 2004 modifié par la loi du 23 avril 2005, et sur la circulaire d'application du 2 décembre de la même année émanant du Ministère de l'éducation nationale. Il est vrai que la rédaction de ces deux textes comporte des ambiguïtés qui ont fini par former un imbroglio juridique dont il faut, aujourd'hui, impérativement sortir. D'autant que le principe de parité de traitement entre écoles publiques et établissements privés sous contrat, même si nous jugeons très contestables les dérives anti-laïques auxquelles il a donné lieu, fournit depuis 1959 un cadre juridique que l'on mettrait à mal en instituant une exception aux règles de financement favorable à l'enseignement privé.

Suite page 2

C'est pourquoi j'attire votre attention, Monsieur le Président, sur cette situation qui est contraire à la lettre et à l'esprit de la constitution dont vous êtes le garant. Il est du devoir du gouvernement de saisir le Parlement pour que celui-ci mette fin à toute ambiguïté législative et veille à la stricte application du principe de laïcité en rendant explicite la non obligation pour une municipalité de financer le fonctionnement d'établissements privés situés dans les communes voisines.

Dans l'espoir que vous donnerez une suite favorable à notre demande, inspirée par le souci du bien public et de l'intérêt général, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, mes très respectueuses salutations.

Pierre CARASSUS
Secrétaire général de la Gauche Républicaine

Copie aux présidents des groupes de l'Assemblée Nationale et du Sénat

HUMEUR: LA POLITIQUE ENERGETIQUE FRANCAISE NE DOIT PAS SE FAIRE A LA CORBEILLE, extraits d'une tribune de Francis Gutmann, président d'honneur de GDF, publiée dans le Monde du 7 mars.

Naguère, la France manquait de ressources énergétiques sur son territoire, mais elle avait une politique de l'énergie. Aujourd'hui – hormis le nucléaire –, l'Hexagone n'a toujours pas de ressources énergétiques en propre et elle n'a plus de politique de l'énergie.

On a dit que la politique de la France ne se faisait pas à la corbeille. Celle de l'énergie ne peut pas s'y faire davantage. Il y a moins d'un an, on ouvrait le capital de Gaz de France (GDF). Pourtant, l'entreprise, largement bénéficiaire, n'avait nul besoin particulier de financement pour ses activités en France et il lui était toujours loisible de s'associer dans une filiale à des partenaires extérieurs pour ses développements à l'étranger. Récemment encore, 15% du capital d'EDF ont été introduits en Bourse. On a invoqué notamment des besoins de financement. Mais, d'une part, ces besoins correspondent en partie à des investissements à l'étranger qui n'ont peut-être pas toujours été d'une utilité évidente, d'autre part, et surtout, l'Etat ne saurait se dérober toujours à ses obligations d'actionnaire. Sinon, comment ces 15%, maximum d'abandon de sa part, pourront-ils constituer un maximum intangible ?

Pour EDF et pour GDF, les promesses les plus solennelles ont été faites que les participations de l'Etat ne diminueraient pas au-dessous de certains pourcentages. Pour GDF, il s'agissait de 70%. Avec le rapprochement avec Suez, on ne parle plus que de 34%. L'Etat se leurre et nous leurre s'il n'a rien trouvé de mieux que ces pourcentages pour sauvegarder l'essentiel. Ceux-ci ne sont que barrière de papier dès lors que des opérations boursières à venir ou le refus de l'Etat d'assumer ses obligations pour de futurs investissements les feront mettre à bas. Dans l'évolution du gaz et de l'électricité en France, on invoque tantôt Bruxelles, tantôt l'intérêt national. Mais Bruxelles n'a jamais rien compris à l'énergie, n'ayant cesse

d'affaiblir et de découper en tranches – de la production à la distribution – les entreprises européennes, dans des exercices technocratiques et idéologiques, pour s'apercevoir, tout récemment, que la première question est dans l'insuffisance croissante, à l'avenir, des ressources énergétiques de l'Europe.

Ici, on invoque l'intérêt national. Mais c'est un faux-semblant. Suez est parfaitement estimable et trouve sans doute son compte dans cette sorte d'OPA sur GDF. Mais ce groupe, qui est franco-belge depuis son rapprochement avec la Société générale de Belgique, n'a pas pour finalité l'intérêt général et il est permis de se demander s'il est d'intérêt national de le protéger contre une OPA au demeurant européenne (tandis que rien n'a été fait, il y a quelques années, pour éviter que Péchiney et son aluminium ne se perdent dans le giron d'Alcan). Et est-ce bien d'intérêt général de fragiliser GDF en l'exposant à tous les aléas d'un groupe dont la majorité des actionnaires poursuivra des buts qui ne seront pas d'intérêt général et dont le gaz ne sera qu'une composante parmi d'autres ?

Est-ce l'intérêt national de renforcer par ce rapprochement un concurrent d'EDF en France et en Europe ? Et tous les MM. Dupont qui, actionnaires, se réjouiraient d'éventuelles plus-values à venir ne risquent-ils pas de déchanter demain en tant que consommateurs ?

(...) La vraie question est de déterminer quels sont les secteurs-clés, ceux qui sont vitaux pour le bon fonctionnement de la société et de l'économie, et de savoir choisir la meilleure façon d'y servir un intérêt général et un intérêt national qui en l'occurrence se confondent. S'agissant de l'énergie, en particulier du gaz et de l'électricité (avec, en outre, pour celle-ci, ses connexions avec la filière nucléaire), une politique ne peut pas se faire de coups successifs. Energies traditionnelles comme énergies nouvelles, il faut une vision d'ensemble, de la continuité et la maîtrise des bons instruments. Il est grand temps, il est urgent de réfléchir de nouveau, comme on le fit naguère, à une véritable politique de l'énergie et de s'en tenir ensuite à ses conséquences, sans céder à des circonstances occasionnelles et hors tout effet d'annonce.